Discours – Issa Ammari

Bonjour Monsieur le président, Monsieur le ministre, Mesdames et Monsieur membre de la Commission,

Je m'appelle Issa Ammari et je suis le président de l'Association étudiante de droit de l'Université de Montréal. Son présent avec moi Dalia Mehai, présidente de l'Association étudiante de droit à l'UQAM et mon collègue Patrick Cajvan.

Nous sommes extrêmement reconnaissants d'être parmi vous aujourd'hui et nous vous remercions à l'avance pour votre écoute. En ce qui concerne le projet de loi 75, nous sommes particulièrement interpellé.e.s par les articles 2, 3, 51, 52 et 56 qui apporteront une modification nécessaire à la *Loi sur le Barreau* et à la *Loi sur le notariat*.

Dès notre entrée au baccalauréat en droit, en tant qu'étudiants, on se fait souvent dire que « le droit mène à tout ». Bien que nous aurons plusieurs opportunités de carrière qui s'offriront à nous (en tant qu'étudiant); il est important de se demander où est-ce que le droit mènera le justiciable. À l'heure actuelle, force est de reconnaître que le justiciable moyen, souvent dans une situation précaire, est confronté à des obstacles réels d'inaccessibilité à la justice, notamment à la lumière de la crise sanitaire actuelle, qui l'empêchent de connaître concrètement ses droits.

En effet, dans l'ouvrage de Pierre NOREAU, professeur titulaire au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, il est souligné qu'environ 80 % des Québécois et Québécoises estiment ne pas avoir accès aux services d'un avocat¹. Et ce pourcentage ne cesse d'augmenter.

Imaginez-vous ce justiciable, monsieur, madame Tout-le-monde, qui se trouve victime d'un abus de pouvoir par son locateur, d'un congédiement injustifié ou de l'écroulement de sa petite entreprise dû à tous les changements associés à la COVID-19. Ce même justiciable se présente à la clinique juridique... pourquoi ? Parce qu'il n'a pas les moyens d'aller consulter un avocat et il ne répond pas au seuil pour se prévaloir de l'aide juridique. Arrivé à la clinique, tout ce qu'il reçoit en échange est un article de loi qui comporte souvent des alinéas et sous-alinéas, remplis de virgule et d'exceptions à en plus finir. C'est ce qu'on appelle la simple compilation d'informations juridiques qui, rappelons-nous, est le seul acte permis pour les étudiants en droit au Québec en ce moment – même sous supervision. Donc, il est alors sans surprise que la simple compilation d'informations juridiques est souvent mal comprise par le justiciable. Ici, on doit se poser la question : le droit l'a mené où ? Malheureusement, pas très loin.

À la suite d'un sondage effectué par le comité d'accès à la justice de l'UdeM, plus de 94% des étudiants expriment qu'ils se sentaient limités dans leur fonction et que cela nuisait fondamentalement au bon déroulement du dossier de l'utilisateur.

¹ Pierre NOREAU, « Avenir de la justice : des problèmes anciens... aux solutions prochaines », dans Pierre NOREAU (dir.), *Révolutionner la justice : constats, mutations, et perspectives d'avenir*, Montréal, Éditions Thémis, 2010, p. 4.

Nous tenons également à souligner que les modifications apportées au PL 75 vont permettre de conscientiser et d'ancrer en nous, jeunes juristes, les enjeux d'accès à la justice qui gouvernent notre domaine.

En ayant comme fil conducteur la protection du public, et ce, à tous les niveaux, nous sommes confiants qu'il est grand temps de s'allier aux autres provinces du Canada afin de permettre aux étudiants d'offrir des consultations et des avis juridiques au public, sous la supervision étroite d'un avocat ou d'un notaire, et ce, tel qu'énoncé dans le projet de loi.

Sur ce, je cède la parole à Dalia Mihai mon homologue uqamienne.

Notes additionnelles

Les étudiants veulent être encadrés. L'Université de Montréal est prête et la structure est déjà bâtie depuis un certain temps. La seule chose qui changera dans les cliniques, suite à l'adoption du projet de loi, est l'information qui est donnée. Mais l'impact pour pallier l'accès à la justice est énorme.

L'enjeu des stages communautaires : tant que les étudiants sont encadrés, nous ne voyons pas de problème. Au contraire, nous sommes d'avis que le projet de loi devrait s'étendre aux cliniques universitaires, aux cliniques communautaires et aux organismes juridiques. Notons également que le nombre de cliniques juridiques universitaires n'est pas assez nombreux pour pallier le problème actuel (en plus si on met des restrictions aux nombres de crédits). Les détails plus opérationnels devront être réglés postérieurement par les facultés, les ordres professionnels et les organismes.

L'enjeu des crédits minimums : Il ne faudrait pas avoir des conditions trop strictes (p. e.x. un nombre de crédits requis trop élevés), sinon on limiterait trop la portée de la loi et, par conséquent, on ne répond plus aux besoins actuels et urgents des Québécois et Québécoise. Il n'y a aucun danger pour le public, parce que, dans tous les cas, les étudiants sont étroitement supervisés et aucun avis juridique peut-être donné sans l'approbation d'un notaire ou d'un avocat.

L'étendue des dossiers : c'est une question opérationnelle. Ceci dit, en tant qu'étudiant, on ne gère pas des dossiers complexes. Il y a un certain filtrage qui est fait et les étudiants reçoivent que des dossiers dits de basse intensité.

Secret professionnel : les étudiants signent déjà des ententes de confidentialité. Il faut avoir confiance en sa relève juridique. Concrètement, l'accès à l'information est le même que l'étudiant émet un avis juridique ou non (comme en ce moment). Il pourrait certainement avoir de la place pour intégrer une formation sur l'éthique et la déontologie avant de s'impliquer dans la clinique.